

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Service de la Correspondance Présidentielle

Bureau d'Analyse

Arthur BAUBEAU-LUBAN

Paris, le 07 avril 2017

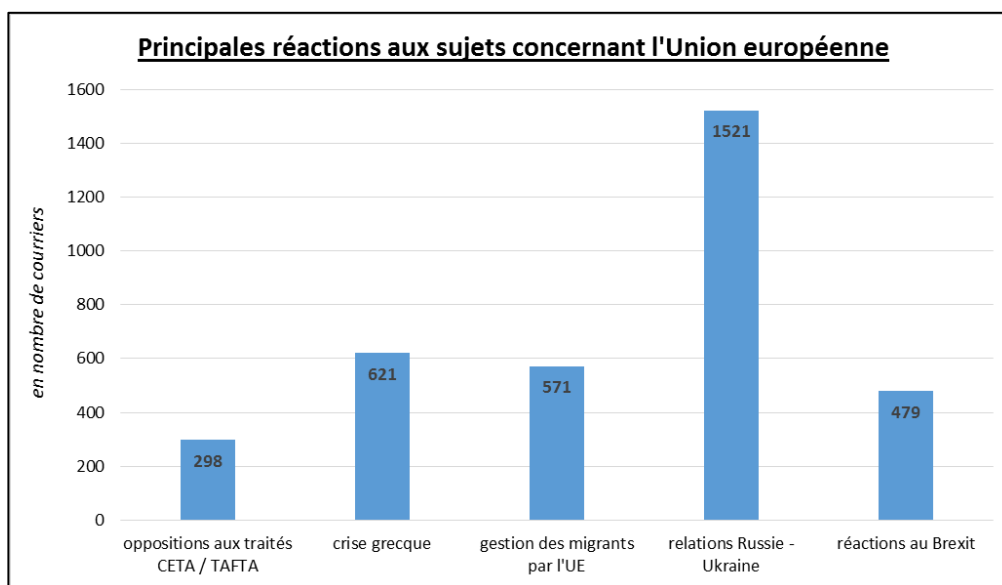
NOTE D'ANALYSE

OBJET : Analyse des correspondances adressées au Chef de l'Etat au cours du mandat portant sur la politique européenne : *Critiquée sur le plan économique, l'Union européenne demeure un espace de stabilité et de paix auquel les Français sont attachés.*

Partageant le constat d'une nécessaire réorientation de la construction européenne, les Français, au lendemain de l'élection présidentielle, sont nombreux à mentionner l'Union européenne (UE) dans leurs messages de félicitations. Ils rappellent au nouveau Chef de l'Etat « *l'urgence* » de la situation, les promesses du candidat et leurs espoirs.

- « *il faut rompre d'avec le plan Merkozy ! L'Europe oui, mais sociale ! Cette Europe est menée par l'argent alors que nous voulons qu'elle soit plus solidaire et plus juste. Les peuples d'Europe en ont marre des mesures d'austérité et si vous continuez en ce sens, c'est l'extrême-droite qui en tirera profit ! Je n'ai pas envie de voir une Marine au pouvoir, élue par un peuple blasé ! J'ai mis beaucoup d'espoir, comme des millions de citoyens, en votant pour vous... ne nous décevez pas !* » (ouvrier, sympathisant PS)

Si plus de 5 200 correspondances ont été reçues à propos de l'UE, ce nombre élevé est en trompe-l'œil de l'intérêt porté puisque les réactions sont généralement rapportées à des enjeux purement nationaux. **Les commentaires sur les textes, mécanismes ou institutions européennes sont en réalité très peu nombreux et généralement l'affaire de personnes versées dans la politique européenne.** Cette connaissance lointaine des institutions européennes est particulièrement visible dans les réactions reçues lors des élections européennes de mai 2014.



I. La déception initiale face à l'échec de la réorientation d'une UE « de l'austérité »

La teneur des propos change rapidement chez les sympathisants de gauche après le Conseil européen des 28 et 29 juin 2012. Ces critiques seront les prémices du ton employé par les correspondants au moment de « *l'adoption par le Parlement sur votre recommandation* » du Pacte budgétaire européen (TSCG) en octobre de la même année. **Le Président est accusé d'avoir « baissé les bras » face à Angela Merkel et laissé « l'Europe, Bruxelles et l'Allemagne diriger l'avenir des Français », les « soumettant » ainsi « aux puissances de l'argent ».** Ce ressentiment est ensuite renforcé par l'adoption du mécanisme européen de stabilité (MES).

- « *vous n'avez rien renégocié, Angela Merkel vous a bien eu, elle a senti votre inexpérience et vous a promis un pacte de croissance bidon pour que vous continuiez à lui manger dans la main. De plus, il se met actuellement en place le MES, une institution privée aux pleins pouvoirs, responsable devant aucune structure juridique et que vous nous imposez malgré l'opposition des citoyens.* »

Ces messages de vif mécontentement font régulièrement le parallèle entre l'adoption de ces textes et **la signature du traité de Lisbonne en 2007, vécu comme un « véritable déni de démocratie »**. Les opposants au TSCG se sont ainsi mobilisés en décembre 2012 via une pétition qui recueillait près de 48 000 signatures réclamant l'organisation d'un référendum.

Ces critiques d'une **Europe qui serait uniquement « engagée dans un processus de libéralisation économique » menaçant « l'intérêt des peuples et la sauvegarde des cultures nationales »**, ressurgirent systématiquement lors des négociations concernant les traités transatlantiques TAFTA et CETA.

Plusieurs sympathisants inquiets « *pour notre agriculture et notre indépendance alimentaire* » comme pour « *la santé de nos enfants, et de nos descendants* », ont été « *réjouis* » des « *fortes réserves* » émises par le Chef de l'Etat à l'égard du traité lors du colloque « La gauche et le pouvoir ». Trois ans après avoir défendu l'exception culturelle française, le Président de la République apparaît une nouvelle fois comme le garant de « *notre manière de vivre* » à travers « *nos modèles politique, agricole, sanitaire et social* ».

Néanmoins, la présentation du CETA devant le Parlement européen et le soutien du Gouvernement français à cet accord ont rapidement refroidi l'enthousiasme naissant de certains correspondants engagés. Ceux qui annonçaient « *maintenir [leur] vigilance* » sont visiblement inquiets à l'égard des tribunaux d'arbitrage.

- « *ne laissez pas des procédures anti-démocratiques gouverner les décisions les plus structurantes pour notre économie* »
- « *le CETA comme le TAFTA sont contraires aux promesses formulées lors de la COP21 et souhaitent démanteler nos normes sociales et environnementales. Ces accords vont mettre fin en Europe à la paysannerie pour laisser place à des fermes usines.* »

Qualifiant l'accord entre Bruxelles et Ottawa de « cheval de Troie » ou « d'antichambre » du TAFTA, ils déplorent un « nouvel abandon de souveraineté au profit des multinationales ».

L'opposition initiale du Gouvernement et du Parlement de la Wallonie à cet accord a été félicitée. Menée par Paul Magnette, vu comme le « *parfait contraire* » du Chef de l'Etat, qualifié de « *grand dirigeant politique* » doué « *d'une intégrité* » et « *d'un sens de l'intérêt général* », le ministre-Président de la Wallonie a été un moment une star des courriers : « *Paul Magnette est clair, convaincant, les Wallons ont la chance, eux, d'avoir un vrai socialiste au pouvoir* ».

Une partie de l'opinion s'est cristallisée autour du rejet d'une « *Europe antidémocratique de l'austérité et de la finance* » qui prônerait « *l'ultralibéralisme* ». Ces Français déplorent **un rapport de force avec la Chancelière allemande, « très défavorable à notre pays »** lors des négociations sur « *l'orientation économique* » de l'UE : « *à côté d'elle vous avez l'air d'être un petit garçon qui*

a peur de contredire la maîtresse et donc vous lui dites "oui" à absolument tout, quitte à trahir votre famille politique et votre électorat ».

II. L'importance du couple franco-allemand apparaît à la faveur des crises

Mais si les critiques envers l'Europe, ses politiques ou ses institutions demeurent vives, l'importance que les Français attachent à un couple franco-allemand fort, équilibré et fonctionnel est très nettement apparue tout au long du quinquennat. Il n'y a aucune tentation « isolationniste » : les correspondants appellent bien à la coopération au niveau européen – et sont rapidement critiques lorsqu'elle leur semble fonctionner différemment de ce qu'ils voudraient.

Les divergences franco-allemandes au début de la gestion de la crise migratoire ont ainsi polarisé l'opinion.

La publication de la photo d'Aylan Kurdi en septembre 2015 a provoqué une vague d'émotion chez des correspondants plaidant en faveur d'une organisation rapide de l'accueil des migrants par l'UE : *« je suis profondément choqué de l'immobilisme de l'UE sur la prise en charge des migrants. Cela démontre notre incapacité à faire face à une crise humanitaire d'envergure ».*

Ces messages, émanant généralement d'électeurs de gauche, dénoncent *« l'immobilisme »* du Chef de l'Etat, auquel sont opposés les actes *« humanistes »* de la Chancelière allemande.

- *« je ne croyais pas possible de pouvoir avoir honte de mon Président socialiste au moment où je le comparerai avec une Chancelière chrétienne-démocrate. Les étiquettes ne font pas tout, ce que nous attendons, ce sont des actes qui représentent nos valeurs ! »* (jeune militant socialiste)

Néanmoins, **la vague de soutiens à la politique d'accueil prônée par Angela Merkel est de courte durée**, s'estompant avant même les attentats de novembre 2015 et de juillet 2016. La possibilité pour les terroristes de prendre des *« routes migratoires »* en se mêlant aux flux de réfugiés afin de pénétrer sur le sol européen est régulièrement dénoncée. Cet argument complète **le sentiment d'injustice vécu par des Français en grande précarité**. Ceux-ci dénoncent des moyens *« colossaux »* déployés pour organiser l'accueil d'individus possiblement *« toxiques pour notre pays »*, alors que *« les Français honnêtes n'ont rien »* et mériteraient *« eux aussi la solidarité »*.

Ce manque d'unité franco-allemande dans la politique migratoire européenne a de nouveau été dénoncé lors de la signature de l'accord entre l'UE et la Turquie, opposant une nouvelle fois les citoyens sur l'opportunité ou non d'accueillir des réfugiés en Europe.

- *« aujourd'hui, j'ai honte d'être citoyen de l'UE, ces Etats qu'on me vantait comme solidaires sont aujourd'hui en train de trahir tous ces principes, les pays fermant leurs frontières les uns après les autres. Cet accord avec la Turquie est la preuve définitive de cet échec. »*
- *« je suis totalement opposé à ces politiques d'invasions migratoires déferlant dans nos pays sans aucun contrôle sérieux. Nous ne savons pas qui nous accueillons. Il n'y a en réalité aucun contrôle d'identité en Grèce, et les terroristes islamistes en profitent pour rentrer, et s'en vantent. Evidemment, nous n'avons plus de contrôles aux frontières, et la frontière extérieure "Schengen" est une véritable passoire. On est en train de changer la population de nos pays Européens, en imposant un multiculturalisme, incompatible avec nos valeurs, notre culture, sans compter que ces gens sont en guerre contre nous. »*

Le conflit en Ukraine a réveillé, en miroir, les mêmes sentiments concernant l'action franco-allemande. Face à *« l'escalade des tensions »* aux portes de l'Europe, **l'apaisement diplomatique prôné par le couple franco-allemand a été largement salué**, notamment le 6 juin 2014 à l'occasion des cérémonies du 70ème anniversaire du Débarquement. Ainsi, près de 300 Européens ont remercié le Chef de l'Etat, qualifié de *« brillant médiateur »*, pour la justesse de ses *« discours de réconciliation et de paix entre les nations »* d'une *« tonalité toute particulière »* en présence de Petro Porochenko et Vladimir Poutine : *« vous avez œuvré pour l'avenir des Européens et avez créé un environnement propice pour que des Chefs d'État, peu enclins à se rencontrer, puissent se parler. J'espère que beaucoup de Français auront aussi apprécié votre succès diplomatique. »*

Les correspondants ont dès lors apprécié le format dit « de Normandie » ayant abouti aux accords de Minsk II et démontré *« la solidité », « l'efficacité » et « l'entente »* du couple franco-allemand : *« je tenais à vous féliciter, ainsi que la chancelière allemande, de votre initiative pour nous épargner l'horreur du retour de la guerre en Europe »*.

L'enseignement majeur de cet épisode pour l'opinion est qu'**une fois les désaccords économiques passés, la capacité de la France et de l'Allemagne à s'entendre et travailler de concert permet à l'UE de « faire entendre sa voix »**. Les citoyens sont attachés à ce couple franco-allemand qui a su briller par son efficacité en *« portant haut les couleurs de l'Europe »* et afficher une *« émouvante solidarité »* à la suite des attentats terroristes ayant endeuillé les deux pays.

III. Les Français attendent de leur pays qu'il soit « le moteur » de la relance européenne

Lors des crises traversées par l'UE, la correspondance s'est nettement accrue, faisant part d'inquiétudes sur sa possible *« dislocation »*, mais également d'opportunités à saisir. Ce fut donc le cas au moment de la crise grecque, mais surtout à la suite du vote britannique de sortie de l'UE.

Aux yeux des correspondants, c'est à l'occasion de la crise grecque que le Président de la République semble avoir acquis une stature européenne de premier plan. Pour beaucoup, **les négociations et la résolution de la crise grecque ont fait apparaître un « vrai leader européen »**. Nombreux soulignent que la *« volonté »* et la *« ténacité »* du Chef de l'Etat ont permis d'éviter un *« Grexit »*. Marquant sa *« détermination »* à imposer *« sa vision des choses »*, une partie de l'opinion soutient l'action de *« synthèse des intérêts européens »* menée par le Président, et estime que la crise grecque a abouti au *« rééquilibrage des forces »* avec l'Allemagne et Angela Merkel.

- *« le peuple grec vous doit une fière chandelle, l'Europe vous doit sa cohésion. Vous avez montré une stature de grand leader international car vous étiez seul contre beaucoup et avez obtenu un accord »* (correspondant grec)

Le *« Brexit »* a pour sa part été considéré comme un *« moment historique »* pour l'avenir de l'institution européenne. Suite au vote des Britanniques, fréquemment accusés de constituer un *« frein au bon fonctionnement de l'Europe »*, les correspondants ont invité le Président de la République à *« mener la reconstruction »* de l'UE. **Ces Européens déclarent attendre « autre chose » d'une union « si belle mais si inefficace »**. Estimant que *« l'Europe n'est pas à transformer mais à réinventer »*, ils en appellent ainsi à une *« refondation »* qui la rendrait plus protectrice, moins *« technocratique »* et plus proche des préoccupations de ses citoyens.

- *« l'Europe aujourd'hui est trop lointaine et non démocratique. Elle s'occupe de trop de détails au lieu de se consacrer à l'essentiel. Ne vous y trompez pas : beaucoup sont comme moi pour plus d'Europe, et beaucoup de sceptiques le sont car l'Europe d'aujourd'hui est trop éloignée d'eux et technocratique. »*
- *« j'espère vivement que cette déflagration suscitera une réaction constructive des dirigeants européens et de la Commission visant à terminer la construction de l'Europe (défense européenne, moyens donnés à la gestion des frontières, avancées dans l'Europe sociale), à lancer un vrai plan de réindustrialisation (et pas seulement une injection de liquidités dans l'économie) et un plan européen de simplification réglementaire car nous le constatons au quotidien, nous sommes étouffés par le maquis réglementaire dont l'origine n'est pas qu'européenne. »*

Enfin, rares sont les europhobes assumant une volonté de « détruire l'Europe » pour que la France retrouve sa « souveraineté nationale ». Si la majorité n'oublie pas que l'Europe est *« une terre de paix »*, cela ne l'empêche pas de critiquer son fonctionnement actuel : *« il faut rappeler aux Européens que les guerres ont dévasté le continent au dernier siècle et que l'unité préserve la paix. Le chacun pour soi menace le fonctionnement des démocraties. Mais l'UE a quant à elle oublié que nous ne voulons pas que d'une union économique et libérale »*.

Constatant l'impossibilité *« d'œuvrer efficacement à 28 »*, de même que le *« nivellement par le bas »* entraîné par une coopération entre *« tant de pays très différents »*, **l'idée d'une Europe à**

plusieurs vitesses semble séduire une part croissante de citoyens. Ces europhiles considèrent comme nécessaire de se regrouper « *autour d'un noyau dur* » afin de « *marcher ensemble à une vitesse plus grande* ». Une ambition nouvelle favorisée par le Brexit : qualifié « *d'occasion en or* », celui-ci « *semble avoir resserré nos liens avec nos alliés d'Europe de l'Ouest* », comme en témoignerait la tenue de sommets européens resserrés, dont le mini-sommet à Versailles le 6 mars 2017 serait le dernier en date : « *il faut s'engager avec ceux qui en ont la volonté, vers la création d'un noyau dynamique et politique au sein du traité existant, tout en restant ouvert à l'ensemble des membres de l'UE.* »

~ ~

Si l'UE apparaît comme étant un objet politique « *complexe et lointain* », souvent critiqué pour sa « *technocratie* » et son caractère « *anti-démocratique* », **les Français expriment un attachement à l'Europe, visible notamment lors des crises.** Les europhiles critiquent les gouvernements qui « *s'abritent derrière l'argument "Bruxelles"* » pour « *justifier des décisions impopulaires* », faisant de l'UE un véritable « *bouc-émissaire* » conduisant de façon mécanique à un « *désamour des citoyens les moins informés* ».

- « *lors des différentes élections, on voit que l'UE est prise pour cible et est désignée responsable de tous les maux, ce qui profite aux partis extrémistes qui prônent le nationalisme* »
- « *les dirigeants européens ne parlent jamais de l'Europe ou seulement pour évoquer des problèmes* »

Persuadés que « *beaucoup d'Européens souhaitent voir venir un vrai projet commun* », nombreux ont déploré le manque « *d'ambition* » et « *d'inventivité* » des dirigeants du continent qui, corrélés à la « *totale absence de communication et d'éducation* » sur les sujets européens, conduisent à des réflexes nationalistes.

Ainsi, **la poursuite du projet européen semble nécessaire pour faire face à la concurrence de « pays-continent qui nous dominent du fait de nos divisions et nos différences »** et qui peuvent même inquiéter, à l'aune des dernières élections présidentielles américaines : « *face à Poutine et Trump nous ne pouvons pas nous exprimer en ordre dispersé, seul unis notre voix européenne pourra porter. J'aimerais d'ailleurs que ce soit vous qui preniez la tête de l'Europe à la fin de votre mandat... ne nous laissez pas faire avec Juncker et Tusk !* ».

Le 1^{er} décembre 2016, suite au renoncement de François Hollande à être candidat à un second mandat présidentiel, l'hypothèse que celui-ci puisse endosser des responsabilités de premier plan au sein de l'UE est évoquée avec enthousiasme dans plusieurs correspondances, notamment étrangères. **Ces européens qui attendent la « repolitisation » d'une Europe « ayant perdu de vue son objectif initial »**, s'estiment « *convaincus* » par l'appel du Chef de l'Etat à un gouvernement de la zone Euro et font référence à la tribune publiée dans le JDD en juillet 2015. D'après eux, la « *stature internationale* » du Chef de l'Etat ne pourrait que « *grandement bénéficier* » à **une Union européenne qui « manque cruellement d'incarnation »**.